

**SALAISE-SUR-SANNE** | Les associations environnementales veulent empêcher l'exportation de déchets australiens

# Tredi : la mobilisation s'amplifie

Les associations environnementales du Pays roussillonnais et des territoires limitrophes profiteront du passage du Tour de France, vendredi, pour manifester contre l'exportation de déchets toxiques australiens censés être détruit par l'usine Tredi, à Salaise-sur-Sanne, dès l'automne prochain. La nature de l'action a été déterminée mardi soir, lors d'une réunion publique à Sablons.

Vendredi vers midi, heure à laquelle est attendu le peloton en Pays roussillonnais, les militants se regrouperont à Auberives-sur-Varèze, sur la nationale 7, au niveau de l'intersection en direction de Vernioz. « Nous voulons créer un effet de masse pour être vus de loin », explique Jean-Claude Girardin, président de l'association Sauvons notre futur.

Pancartes et banderoles seront brandies mais la course ne sera pas perturbée. « Ce n'est pas dans notre intérêt qu'il y ait des chutes, nous voulons juste nous faire entendre », assure Jean-Claude Girardin. Si les associations ont choisi d'agir pendant le Tour de France, ce n'est pas par hasard.

## 25 000 signatures

Le groupe Sché, propriétaire de Tredi, sponsorise une équipe tout comme le groupe australien Orica, à l'origine de l'exportation des déchets. « Nous encouragerons les coureurs mais pas leurs sponsors... », a indiqué l'association Vivre ici environnement.

Par ailleurs, au 27 juin, les associations avaient recueilli plus de 12 000 signatures contre l'exportation des déchets et en avaient fait part au ministère de l'Écologie. Aujourd'hui,



Les associations Sauvons notre futur, Vivre ici environnement, Azer et le Caper, manifesteront pendant le Tour de France, vendredi, pour durcir la lutte contre l'exportation de déchets toxiques australiens censés être traités par l'usine Tredi de Salaise-sur-Sanne. *Le DAUPHINÉ LIBÉRÉ*

la pétition en compte plus de 25 000. Le gouvernement australien en a été informé mais, pour l'heure, aucune réponse n'a été exprimée, aussi bien de la part de Ségolène Royal que du gouvernement australien.

Pour Jérôme Charvin, attaché parlementaire du député de la 7<sup>e</sup> circonscription Jean-Pierre Barbier, ce silence est « douteux ». Avec Marie-Thérèse Lambert, la suppléante de Jean-Pierre Barbier, il représentera le parlementaire aux côtés des manifestants, vendredi. Si elles n'arrivent pas à se faire entendre, les associations environnementales envisagent de poursuivre leurs actions devant l'usine Tredi.

Marie JACQUES

## L'incinération des déchets : un danger ?

Si l'État donne son feu vert, Tredi traitera 9 000 tonnes d'HCB, un déchet hautement toxique envoyé tout droit d'Australie par le groupe Orica, qui ne posséderait pas d'incinérateur. « Il y a plusieurs moyens de détruire les déchets, mais pour le HCB, les experts considèrent que l'incinération est le plus efficace », précise Tredi.

Mais cette méthode fait grincer des dents les associations environnementales, qui craignent des rejets de produits secondaires dans les panaches de fumées générées par l'incinération.



Si l'État valide la demande du groupe australien Orica, l'usine Tredi commencera à traiter un premier stock initial de 132 tonnes d'HCB à partir d'octobre.